



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 28 juin 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

**2022 - 87 AVENANT N° 1-2022 MODIFANT LA CONVENTION-CADRE 2018
POUR L'EXERCICE DES MISSIONS FACULTATIVES
INCLUANT LE SOCLE COMMUN DES COMPETENCES DU CDG06**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 juin 2022, s'est réuni le mardi 28 juin 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Patrick ISNARD

(Prend part aux délibérations N°82 à N°86)

Madame Mélanie ZARRILLO

(Prend part aux délibérations N°82 à N°86)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Nicolas DOYEN
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Nicolas DOYEN à Madame Valérie COPIN
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Madame Mélanie ZARRILLO à Madame Annie OGGERO-MAIRE
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 29 mars 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

DU 28 JUIN 2022

**AVENANT N° 1-2022 MODIFIANT LA CONVENTION-CADRE 2018
POUR L'EXERCICE DES MISSIONS FACULTATIVES
INCLUANT LE SOCLE COMMUN DES COMPETENCES DU CDG06**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La Ville de Grasse a adhéré en 2018 à la convention -cadre proposée par le CDG 06 pour l'exercice des missions facultatives incluant le socle commun des compétences du CDG06. Suite à l'adoption par le Centre de Gestion d'une nouvelle tarification forfaitaire pour l'exercice de ces missions, un avenant à la convention-cadre initiale de 2018 doit être signé.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	DEPENSE Estimée / an	7 000 €

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L452-39 du Code Général de la Fonction Publique ;

Vu l'article L452-26 du Code Général de la Fonction Publique ;

Considérant que la ville de Grasse a adhéré à la convention cadre proposée par le CDG 06 en 2018,

Considérant que l'article L452-39 du code général de la fonction publique prévoit qu'une collectivité ou un établissement non affilié au Centre de gestion peut, par délibération, demander à bénéficier de l'ensemble des missions suivantes :

- Le secrétariat des commissions de réforme ;
- Le secrétariat des comités médicaux ;
- L'avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable relatif au référé devant les juridictions administratives ;
- L'assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue et laïcité ;
- L'assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité d'origine ;
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droit en matière de retraite.

Considérant que cet ensemble de missions du « socle commun » constitue un appui technique indivisible. Les collectivités qui souhaitent y adhérer doivent le faire pour l'ensemble, sans pouvoir choisir entre elles.

Considérant que l'article L452-26 du code général de la fonction publique précise d'une part que le financement des missions du socle doit se faire dans la limite d'un taux fixé par la loi et du coût réel des missions et d'autre part, que la contribution est assise sur la masse des rémunérations versées aux agents relevant de la collectivité ou de l'établissement telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

Considérant que depuis 2015, année de la mise en place du dispositif par le CDG06, les collectivités adhérentes payaient la contribution selon une tarification propre à chaque mission rendue. Cette modalité de tarification avait été mise en place afin de tenir compte des spécificités et des besoins de chaque collectivité.

Considérant que ces modalités tarifaires sont actuellement prévues par une convention-cadre triennale prenant effet au 1^{er} janvier 2018. Cette convention, reconductible une fois pour la même durée, continue de produire actuellement des effets jusqu'au 31 décembre 2023.

Considérant que suite à une recommandation de la Chambre Régionale des Comptes, le CDG06 a, par délibération n° 2021-44 du 26 novembre 2021, adopté la mise en place d'une tarification forfaitaire, afin de se conformer pleinement aux dispositions de l'article L452-26 du code précité.

Aussi, à compter du 1^{er} juillet 2022, les missions du socle feront l'objet d'une tarification forfaitaire calculée en référence à un pourcentage de la masse salariale, comme suit :

- Collectivité et établissement jusqu'à 700 agents : 0.080 %
- Collectivité et établissement de plus de 700 agents : 0.037 %

Le nombre total d'agents (comprenant les titulaires et agents contractuels de droit public) déterminant le taux à appliquer sera déclaré par la collectivité en fonction des effectifs connus au 31 décembre de l'année précédente.

Aussi, pour pouvoir bénéficier de ce dispositif à compter du 1^{er} juillet 2022, il conviendra que la collectivité signe l'avenant n° 1-2022 modifiant la convention-cadre 2018 pour l'exercice des missions facultatives incluant le socle commun des compétences du CDG06.

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 juin 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1-2022 modifiant la convention-cadre 2018 pour l'exercice des missions facultatives incluant le socle commun des compétences proposé par le CDG06 et tous les documents qui en découlent ;
- **PREVOIR** les crédits nécessaires aux budgets de la collectivité pour tenir compte de cette nouvelle tarification à compter du 1^{er} juillet 2022.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **29 JUIN 2022**

suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,



G. U.